



LE 22

Journal éphémère des 2nde 2 du lycée Lambert

Une gendarme et sa compagne agressées à Lyon

Un couple de femmes a été agressé à Lyon par un groupe de huit filles homophobes.

Un acte homophobe

Durant la soirée du 15 mars 2019 à 19h45, un couple de femmes de 20 et 23 ans s'est fait agresser par un groupe de huit filles dans le quartier de la Part-Dieu devant le centre commercial. Les deux femmes se tenaient la main quand le groupe de jeunes filles leur lança des injures homophobes. Ensuite, l'une d'elles, étant gendarme, les informa que leur acte était illégal.

Des actes violents

Après cela, la situation s'envenima et les jeunes filles rouèrent le couple de coups de poings violents. Puis l'une d'elles sortit un cutter et frappa la petite amie de la gendarme au visage de manière violente.

Une suspecte interpellée

Les jeunes filles prirent la fuite mais l'une d'elles fut interpellée par la police. Elle a 17 ans et est suspectée d'avoir mutilé la femme à travers des parties sensibles du visage, allant en dessous de l'œil gauche jusqu'à sous l'oreille. Le cutter a été retrouvé sur elle malgré sa négation des faits.

Coups et blessures

Une information judiciaire a été ouverte dimanche sur la suspecte pour violences commises avec arme blanche. Par ailleurs, la mineure a été déférée devant le juge d'instruction avec réquisitions de mandat de dépôt. Dimanche après-midi, il était annoncé, selon des sources concordantes, que la jeune fille a été mise en examen pour violences avec arme blanche et en raison de l'orientation sexuelle des victimes. Le chef de violences en réunion n'a en revanche pas été retenu, et elle n'a pas été écrouée, contrairement aux réquisitions du parquet qui va faire appel. La compagne de la gendarme a une ITT (Incapacité Temporaire

de Travail) inférieure à 8 jours ; les autres complices sont toujours recherchées.

Ce n'est pas la première fois

Le nombre de plaintes pour actes homophobes a augmenté en France l'an dernier. Selon le ministère de l'Intérieur, 262 plaintes ont été déposées entre janvier et septembre 2018, soit 15% de plus qu'en 2017.

Cécile F. et Valentine G.



Nouvelle-Zélande : un pays bouleversé



18 mars 2019 : devant la mosquée Al Huda (Dunedin - NZ) - :Mark Mc Guire—Flickr [CC BY 2.0](#)

L'attaque islamophobe commise par Brenton Tarrant, un suprématiste australien de 28 ans, a eu lieu à l'heure de la prière du vendredi 15 mars. La mosquée Al-Noor de Christchurch était remplie de fidèles et la fusillade a fait cinquante morts et plusieurs blessés, lors de son acte il était équipé d'une caméra dont il s'est servi pour diffuser sa vidéo sur Facebook.

Les hommages se sont multipliés à la suite de l'attentat. Cette tragédie a provoqué une onde de choc dans ce pays de cinq millions d'habitants. Des vidéos tournées durant le week-end montrent des habitants de Christchurch réaliser des hakas, la danse traditionnelle maorie, en mémoire des victimes.

Le deuil d'un pays se lisait sur son visage, au lendemain, Jacinda Ardern s'est coiffée d'un foulard pour se rendre auprès de ceux qui venaient d'être touchés au plus profond de leur humanité. Dans un centre pour réfugiés, la Première ministre néo-zélandaise a rencontré des responsables de la communauté musulmane pour leur adresser la compassion de la nation et écouter leurs demandes. Le réconfort, d'abord,

quand elle rencontre des proches de victimes samedi à la demande des responsables musulmans, et enlace les croyants en deuil en déposant dimanche une gerbe de fleurs devant une mosquée de la banlieue de Wellington. Le réconfort, encore, quand elle annonce que les frais funéraires des familles de victimes seront pris en charge. L'acier, ensuite, quand elle promet une réforme de la législation sur les armes et demande des comptes aux réseaux sociaux.

Plusieurs réactions témoignent de la solidarité des autres pays envers les victimes et leurs proches notamment sur les réseaux sociaux. « Toutes nos pensées pour les victimes des crimes odieux contre les mosquées de Christchurch en Nouvelle-Zélande et pour leurs proches. La France se dresse contre toute forme d'extrémisme et agit avec ses partenaires contre le terrorisme dans le monde », a réagi le président français Emmanuel Macron sur Twitter. « Au nom du Royaume-Uni, mes plus sincères condoléances aux Néo-Zélandais après l'effroyable attaque terroriste à Christchurch. Mes pensées vont à tous ceux qui sont touchés par cet acte de violence ignoble », a indiqué la Première ministre britannique Theresa May dans un tweet de Downing Street. « Mes condoléances et mes pensées vont au peuple de Nouvelle-Zélande après l'horrible massacre dans les Mosquées. 49 personnes innocentes ont été tuées sans raison, avec tant de blessés graves. Les Etats-Unis se tiennent aux côtés de la Nouvelle-Zélande pour tout ce que nous pouvons faire. Que Dieu bénisse tout le monde ! », a tweeté Donald Trump vendredi. L'organisation de lutte contre le racisme et la haine invite à se rassembler à partir de 18h30 devant l'édifice religieux pour « rendre hommage » aux victimes.

C'est devenu une triste tradition, la maire de Paris, Anne Hidalgo, a annoncé que, vendredi soir, en hommage aux victimes des attentats de Christchurch, la tour Eiffel sera éteinte. La fédération française de rugby a également posté un message de soutien sur son compte twitter.

« En réponse » à cet attentat, « la présence policière va être renforcée » à Toronto autour des lieux de culte, « en particulier les mosquées », a annoncé la police de la plus grande ville du Canada qui compte une soixantaine de mosquées.

Yasmine T.



Opération de police à la prison de Condé-sur-Sarthe

Le 5 mars 2019, un détenu Michael Chiolo et sa compagne ont agressé deux surveillants de la prison de Condé-sur-Sarthe.

Il y a deux semaines, le détenu en question qui purgeait une peine de trente ans dans cette prison, a reçu la visite de sa compagne Hanane Aboulhanna. Ils ont agressé deux surveillants avec un couteau en céramique puis se sont enfermés durant près de dix heures dans l'unité de vie familiale de la prison. Michael Chiolo s'est radicalisé en prison et voulait venger Chérif Chekatt, l'auteur de l'attaque djihadiste du marché de Noël de Strasbourg, qui a tué cinq personnes puis a été abattu par la police le 13 décembre 2018. Le couple refusant de se rendre malgré les tentatives de négociations de la police, le RAID a fini

par donner l'assaut en entrant de force dans la pièce d'unité de vie familiale où ils étaient cachés. Lors de cette intervention, le détenu a été blessé et sa compagne a été tuée. Deux surveillants ont été grièvement blessés et hospitalisés mais leurs jours ne sont plus en danger.

Le lundi 18 mars au matin, une opération de police a eu lieu, à l'issue de laquelle cinq prisonniers ont été placés en garde à vue. Ils sont soupçonnés de complicité avec Michael Chiolo, pour tentative d'assassinat sur des personnes représentant l'autorité publique et pour association de malfaiteurs terroriste criminelle

Suite à cette attaque du 05 mars 2019, dans la prison de

Condé-sur-Sarthe, plusieurs établissements pénitentiaires subissent des blocages pour la treizième journée. Les surveillants sont en grève pour défendre leur protection.

Charlotte H et Julie R.

RAID : C'est une unité de la police nationale française, fondée le 23 octobre 1985. Celle-ci a pour **principe** de participer sur l'ensemble du territoire national à la lutte contre toutes formes de criminalités, telles que des grands banditismes, le terrorisme et des prises d'otages. Elle est appelée à l'occasion d'événements graves comme celui de la prison de Condé-sur-Sarthe

Naufrage du Grande America

La France craint une marée noire.

Le Grande America est un navire qui transportait des matières dangereuses, des véhicules et du carburant. Il a fait naufrage le mardi 12 mars à 333 km des côtes françaises, on ne déplore heureusement aucune victime. Mais il a créé une marée noire qui pourrait atteindre les rivages tout proches de la France.

Le Grande America transportait 365 conteneurs, dont 45 contenant des matières dangereuses et également 2000 véhicules et 2200 tonnes de fioul. Le navire, parti de Hambourg (Allemagne), devait arriver à Casablanca (Maroc) mais a fait naufrage à 333 km de la Rochelle. Les 27 personnes qui se trouvaient dans le bateau lors du voyage ont été secourues et ont été ramenées à Brest, saines et sauves.

Ce naufrage a causé une pollution inquiétante dans l'Atlantique. Si les conditions météo sont mauvaises et qu'il y a du vent, la nappe de pétrole qui se trouve dans l'eau se dirigera vers la France et pourrait se déposer sur les plages.

Des barrages anti-pollution ont été mis en place dans la zone du naufrage. Les opérations de lutte anti-pollution se poursuivent avec la mise en place de barrages flottants et de chaluts. Grace aux conditions météo qui sont plutôt favorables (il n'y a pas de vent), la mise en place des matériaux anti-pollution dans l'eau est plus simple.

Aabir C et Esra Ozmen



Le Grande America en 2016 - Farid Mernissi - CC BY-SA 4.0

Le Brexit

Le 23 juin 2016, le premier ministre britannique David Cameron propose un référendum afin de s'extirper de l'UE. C'est le parti Leave « quitter » qui l'emporte avec 51,9 % des voix en 2017 David Cameron démissionne et lui succède alors l'ancienne ministre de l'intérieur Theresa May qui reprend les rênes des négociations de l'éventuelle scission euro-britannique « Brexit », c'est la contraction des deux mots anglais, « British » (britannique) et « Exit » (sortie). Les principales raisons de ce divorce sont le contrôle de l'immigration. En effet les Britanniques se sentent à l'étroit en raison de l'afflux important d'émigrants venus du nord de la France. Une autre raison est la réinstauration de la souveraineté nationale ou encore, selon l'avis de certains, « quitter un navire qui prend l'eau ».

Lundi 18 mars, le président de la Chambre des communes britannique John Bercow, refuse l'accord trouvé par Theresa May avec le conseil européen. A 11 jours de la divergence théorique avec l'UE, l'affaire du « Brexit » s'est muée en crise politique notoire. La Première ministre, peine à rallier les suffrages des députés pour organiser le

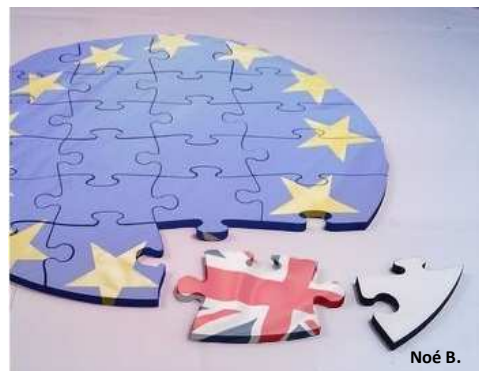
vote et enfin conclure l'accord négocié avec Bruxelles. Cependant John Bercow s'arme d'une jurisprudence du XVIIIème siècle empêchant ainsi l'aboutissement de l'ultimatum. « Je n'autoriserai pas un nouveau vote sur un texte identique », affirma-t-il dans la fin de journée du lundi. En effet l'arrêt stopperait net la Première ministre dans son élan si celle-ci cherchait à faire voter les députés sur « une motion identique ou substantiellement identique ».

La pression des milieux d'affaires britanniques était trop forte, mardi 19 mars, Theresa May accepta les conditions posées par Bruxelles pour préciser la période de changement qu'il réclamait, dans la foulée du Brexit. Une période durant laquelle le Royaume-Uni pourra continuer à négocier sa « relation future » avec l'Union européenne sans perdre d'un coup tous les avantages d'un Etat membre.

La Première ministre britannique annonça le mercredi 20 mars, avoir envoyé un courrier au président du Conseil européen Donald Tusk pour réclamer un report du Brexit jusqu'à juin. "J'ai écrit ce matin au président du Conseil européen Donald Tusk pour l'informer que le Royaume-Uni souhaitait une extension de l'Article 50 jusqu'au 30 juin", déclara-t-elle devant son Parlement.

A Bruxelles se tient le Conseil européen réunissant les différents chefs d'Etat et de gouvernement qui doivent s'accorder en faveur du report pour que celui-ci soit possible. Theresa May doit les convaincre, un scénario envisageable est un Brexit sans accord qui aurait lieu le 29 mars.

Noé B. et Florian P.



Noé B.



Un crash aux lourdes conséquences

Après deux crashes causant énormément de dégâts, tant bien matériels qu'humains, la société Boeing est au plus mal. Même si la compagnie tente de s'en sortir, les répercussions restent importantes.

Le 10 mars dernier, aux alentours de 8h40, un Boeing 737 MAX d'Ethiopian Airlines, qui devait effectuer une liaison entre Addis-Abeba et Nairobi, s'est abîmé au sud-est de la capitale, entraînant donc la mort des 157 passagers et membres de l'équipage à bord. Les pilotes avaient déjà signalé des problèmes de contrôle sur l'avion, mais le décollage de celui-ci a quand même été effectué. Seulement dix minutes après le départ, il s'est écrasé dans un champ à une soixantaine de kilomètres d'Addis-Abeba. Le choc qu'a subi l'avion rend complexe, l'identification des victimes et les analyses ADN pourraient prendre jusqu'à six mois.

Des similitudes troublantes

Quelques mois auparavant, le 29 octobre 2018, un autre avion du même modèle, le Lion Air, s'était également écrasé dans la mer de Java, tuant ses 189 passagers dont les membres de l'équipage. Près de 5 mois plus tard, les causes de cet accident restent toujours inconnues. Le Bureau d'Enquêtes

et d'Analyses pour la sécurité de l'aviation civile a indiqué de « claires similitudes » entre l'accident de la compagnie indonésienne Lion Air, et celui de la société Ethiopian Airlines. Dans les deux cas, le modèle de l'avion était défaillant, mais celui d'Ethiopian Airlines était équipé de moteurs plus performants mais aussi plus lourds, ce qui a causé un décollage beaucoup plus dangereux. Par conséquent, le modèle du Boeing 737 MAX et 737 MAX 8 étaient tous deux bel et bien défectueux.

Un impact mondial

Cet accident n'a pas seulement eu des conséquences au sein du pays, il s'est également propagé à travers le monde entier. En effet, à bord du Boeing 737 MAX, les passagers étaient d'environ 35 nationalités toutes confondues. Ensuite, les boîtes noires présentes dans le Boeing 737, qui servent à enregistrer les différentes informations et à déterminer les causes d'un accident ou d'un incident, ont été envoyées en France afin d'être analysées. Et enfin, les autorités de plusieurs pays d'Europe, d'Océanie, d'Asie et même d'Occident ont formellement interdit tous vols commerciaux du Boeing 737 MAX sur leur territoires. Au contraire, d'autres pays comme le Canada et l'Inde



maintiennent les vols de l'avion, tout comme aux Etats-Unis, où Dennis Muilenburg a plaidé auprès du président Donald Trump afin de ne pas interrompre les vols.

Un choc économique

La compagnie Boeing a subi un énorme choc économique depuis le dernier crash, puisque celle-ci a perdu près de 25 milliards de dollars. Une solution technique a été mise en place, mais les dégâts causés prendront des semaines voire des mois pour être rétabli. L'entreprise a tout de même décidé de continuer la production du modèle de l'avion, et dans quelques mois ils seront remis en service. Certaines familles ont également choisi de poursuivre en justice la compagnie aérienne, et quant aux personnes qui avaient prévu de monter à bord d'un Boeing, elles peuvent refuser d'y monter et en prendre un autre, ou tout simplement se faire rembourser.

Enfin, cet accident dramatique n'a pas été sans conséquences. Que ce soit au niveau économique, social, ou encore à l'échelle mondiale, la compagnie Boeing devra assumer la défaillance de ses avions. Si celle-ci a perdu la confiance de ses clients, elle n'en reste pas moins indemne au niveau économique. Réussira-t-elle à regagner sa popularité auprès de ses demandeurs et ainsi se reconstruire économiquement ?

Lorena P. et Cindy S.

Le nouveau succès des grandes villes : les trottinettes électriques

Les trottinettes électriques se multiplient dans les pays occidentaux, la population en est satisfaite mais est-ce un moyen de circuler tout en étant en sécurité ?



Il y a peu, une trottinette électrique a à nouveau renversé un piéton, Joshua. Ce jeune homme s'est cassé une côte en se faisant projeter par une trottinette électrique contre un poteau barrant l'accès aux trottoirs et aux voitures.

Qu'est-ce que la trottinette électrique ?

La trottinette électrique est la nouvelle invention du moment. Elle est utilisée par tous les genres et par tous les âges. Cependant les garçons l'utilisent plus que les filles. C'est une trottinette dotée d'un moteur électrique qui permet à ses utilisateurs de se déplacer sans efforts. Elle fait partie de la catégorie NVEI : Nouveaux Véhicules Electriques Individuels.

Les grandes villes s'y mettent !

Cette invention a conquis les Etats-Unis, mais ils ne sont

pas les seuls satisfaits, la France l'est aussi. Par exemple, à Lyon ou dans beaucoup d'autres grandes villes comme Strasbourg, Paris et Bordeaux, de plus en plus de locations se font avec diverses marques. Lime est la plus utilisée à Lyon. D'autres marques tel que Voi, Flash et Wind se voient aussi dans cette ville.

La sécurité avant tout.

Des accidents sont de plus en plus fréquents. Ces risques d'accidents pourraient être diminués avec le port d'un casque. Il faut savoir que malgré cela, les piétons risquent aussi de se faire renverser. En 2017, cinq morts ont été causés par la trottinette électrique. On constate une hausse de 23% de blessés par an.

Mathilde C. et Lola S.

OM-PSG : aussi une question d'argent !

L'OM a perdu son match contre le PSG (3-1). Les joueurs de Marseille ont été stoppés alors qu'ils avaient réussi à passer de 10^{ème} à 4^{ème}. Le PSG a gagné ce match alors qu'il était encore meurtri par sa défaite contre Manchester United (2-0).

Le PSG (Paris Saint Germain) est un club de foot français de ligue 1, il a été créé le 12 août 1970. Le PSG appartient au Qatar Sports Investments son PDG est Nasser Al-

Khelaïfi. Le PSG est une équipe qui dispose d'énormes moyens financiers grâce au Qatar Sports Investments. Il peut aussi compter sur ses différents sponsors comme Fly Emirates, Nike, Oredoo. Grâce à tous ces revenus, le PSG peut avoir de grands joueurs dans son équipe, comme Neymar, Cavani, Buffon.

L'OM (Olympique de Marseille) est un club de foot français de ligue 1. Il a été créé le 31 août 1899. L'OM appartient à Frank McCourt un milliardaire américain, le PDG

de l'équipe est Jacques Henri Eyraud. L'OM dispose de moins de moyens. Ses sponsors sont essentiellement Orange et Puma.

Cette différence de moyens se remarque sur le terrain : le PSG possède plus de joueurs techniques que l'OM. Cela nous montre que le foot n'est pas que du sport mais il y a aussi une question d'argent.

Hamza B. et Zinedine B.



Les jeunes : plus chauds que le climat !



Les jeunes pour le climat—Marseille 15 mars 2019— Touam (Hervé Agnoux) - Wikimedia CC BY-CA 4.0

Les manifestations dans le monde réunissent les jeunes qui luttent contre le réchauffement du climat et l'inaction des gouvernements, un dernier espoir pour sauver notre planète.

Ce mouvement a été lancé initialement par une jeune suédoise, Greta Thunberg 16 ans, qui s'est mobilisée tous les vendredis et a créé le mouvement « FRIDAYS FOR FUTURE » qui a pris de l'ampleur et a influencé d'autres jeunes dans le monde à faire de même. Elle a marqué les esprits avec son discours à la COP24, en décembre dernier. « Vous n'êtes pas assez matures pour dire les choses comme elles sont (...) Vous dites que vous aimez vos enfants par-dessus tout et pourtant vous volez leur futur devant leurs yeux » déclare-t-elle.

Son but est de réparer les dégâts des générations passées et motiver les autres jeunes à se mobiliser pour sauver la planète « Nous, les enfants, on ne devrait pas avoir à faire ça. Mais, comme presque personne ne fait rien et que notre avenir est en danger, nous pensons que nous devons continuer » poste-t-elle sur son compte Facebook.

La marche des jeunes pour le climat a pour but de manifester contre les gouvernements afin qu'ils prennent d'avantage d'action pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. En France vendredi 15 mars, 168 000 jeunes ont séché les cours et organisé marches et actions dans 200 villes de France (et plus d'un million d'étudiants, lycéens et collégiens dans 125 pays du monde) afin de demander des actions urgentes dans la lutte contre le changement climatique. En espérant que cela puisse faire bouger les choses et que des actions concrètes soient appliquées.

Témoignages

En quoi c'est important pour les jeunes de manifester ? Des élèves de 22 du lycée Lambert se sont exprimés.

« Pour moi c'est important parce que nous sommes la prochaine génération de citoyens responsables et que nous ne sommes pas indifférents devant le climat.

« Plus tard, j'aimerais que mes enfants voient la neige en hiver et puissent autant profiter de la nature que les générations passées. » Elsa

« Cela nous permet à nous, les jeunes de s'exprimer car on n'a pas d'autres moyens de se faire entendre par les adultes. C'est aussi pour avoir un meilleur avenir en ne brisant pas nos rêves. » Samuel

« C'est important pour nous car c'est nous qui allons vivre sur cette planète dans les prochaines années et que nous voulons voir nos enfants grandir sainement dans un monde sans pollution. Et si on n'agit pas maintenant il sera trop tard. » Kenza

Assia A. et Salma A.

La marche du siècle, pour un avenir plus sûr.

« C'est plus qu'une marche pour le climat [...] c'est une marche pour l'humanité » - Marion Cotillard

Les rues du monde entier, de Paris à Sydney, en passant par Stockholm et Bruxelles résonnaient, ce samedi 16 mars, avec les revendications des manifestants pacifistes. Malgré la diversité de pays concernés la demande reste la même : des actions réelles prises immédiatement par les gouvernements.

Des chiffres inquiétants posent un ultimatum à l'humanité.

Les actions mises en place par les gouvernements semble irréalistes. Selon les chercheurs il n'y a que 5% de chances de garder la hausse des températures moyennes sous 2°, l'objectif pris par l'accord de Paris.

Qu'est-ce qu'est vraiment le réchauffement climatique ?

Selon le GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) un réchauffement de la planète est en cours liée au renforcement de l'effet de serre naturel par l'ajout de gaz issus d'énergie fossile tel que le pétrole, le charbon etc.

« Je pense que nous les enfants nous devrions nous mettre en colère et faire entendre notre voix » dit Greta Thunberg une adolescente suédoise qui va prolonger le combat en commençant le mouvement #FRIDAYSFORFUTURE.

Gregory P. et Jasmine Y.



Manifestation du 16 mars—Pascal-Van, Flickr CC BY-ND 2.0

Faire le point sur la schizophrénie

Dimanche 17 mars 2019 a eu lieu la journée mondiale de la schizophrénie, l'occasion de faire le point sur cette maladie, différentes idées reçues ont été débattues.

La **schizophrénie** est une maladie touchant environ 600 000 personnes en France. Cette maladie affecte la perception de la réalité et les mécanismes des émotions. Selon les personnes, il y a différentes manifestations, des hallucinations sensorielles. Le sentiment de persécution et la paranoïa hantent les esprits des malades. Ils peuvent avoir des idées délirantes. La schizophrénie se manifeste chez d'autres malades par une dépression, une mise en retrait volontaire qui ne les rend pas particulièrement triste ou des discours incohérents.

QUI ? : Elle affecte les personnes particulièrement jeunes, les 15-25 ans. Cette maladie peut apparaître soudainement en raison des antécédents génétiques ou en raison de conditions environnementales. La consommation de Cannabis dès l'adolescence augmente les risques de schizophrénie. Le stress dû aux événements de la vie est aussi une des causes.

SOINS ? : La schizophrénie nécessite des soins comme par exemple avoir un accompagnement personnalisé, le patient a une accroche pharmacologique mais les résultats sont peu concluant ou voire même négatifs. Certains malades peuvent avoir des traitements psychothérapeutiques.

Gillian T.



Démission de Barbarin

Le 4 mars 2016, il y a eu une enquête sur des agressions sexuelles commises sur des jeunes scouts. La personne coupable de ces actes est le père Preynat. Philippe Barbarin, archevêque de Lyon, arrive à la tête du diocèse en 2002, mais il ne convoque Bernard Preynat qu'en 2007, après un nouveau signalement. Cela n'empêche pas le pédophile de poursuivre sa carrière de curé. En mai 2015, l'affaire sort de l'ombre avec le dépôt des premières plaintes. Après ces plaintes, Bernard Preynat est prié de se faire oublier dans un couvent, sous contrôle judiciaire. Ce n'est que lorsque le quotidien local lance un appel au cardinal Barbarin pour reconnaître les faits que celui-ci avoue qu'il était informé de la réalité du scandale.

L'affaire Preynat devient donc l'affaire Barbarin. L'Arche-

vêque multiplie les cafouillages. Il dit n'être au courant du dossier que depuis 2014, puis douze jours plus tard, il avoue connaître le problème depuis 2007. Or, il était informé dès 2004 selon Isabelle de Gaulmyn, la rédactrice en chef du quotidien *La Croix*. "La Parole libérée" porte plainte contre Philippe Barbarin en s'appuyant sur l'article 434-3 du code pénal ("le fait pour quiconque ayant eu connaissance d'atteintes sexuelles infligées à un mineur, ...de ne pas en avoir informé les autorités judiciaires... est puni de 3 ans d'emprisonnement et 45000 euros d'amendes").

Philippe Barbarin a été condamné à 6 mois de prison avec sursis pour non-dénonciation d'abus sexuels. Le 18 mars 2019 il a été reçu au Vatican par le pape François auquel il a présenté sa démission qui n'a pas été acceptée.



L'Algérie se révolte

L'Algérie est le théâtre depuis le 22 février de manifestations monstres réclamant la fin du « système » à la tête de l'Etat et notamment le départ du président Abdelaziz Bouteflika et de son entourage au pouvoir depuis 20 ans.



Les Algériens de France manifestent place de la République à Paris -Omar-Malo, Flickr [CC BY-NC-ND 2.0](#)

Les manifestations contre monsieur Bouteflika ont commencé le 22 février 2019 en Algérie et depuis le 1^{er} mars 2019 en France. Elles ont eu lieu car le peuple ne veut plus de son président ni de son entourage. Il veut se faire entendre. En 2013 le président a eu un AVC. Suite à ce problème médical, il ne s'est plus montré en public depuis 2014. Il ne fait plus de prise de paroles et ne peut plus défendre son pays face aux autres dirigeants à cause de son état de santé.

Il y a plus d'une centaine de milliers de manifestants dans les rues d'Alger. En France, à Saint-Etienne environ 500 manifestants se sont rassemblés, 300 à Bordeaux, 250 à Toulouse, 1 000 à Marseille et 6 000 à Paris. En tout, 760 000 immigrés algériens vivent en France selon l'institut national Française de la statistique. Ils sont 1.7 million si on y ajoute leurs enfants nés en France.

Face aux manifestations qui ont eu lieu monsieur Bouteflika a repoussé les élections présidentielles qui devaient avoir lieu le 18 avril jusqu'à l'issue d'une prochaine conférence nationale chargée de réformer le pays et d'élaborer une nouvelle Constitution. Une décision qui a été très majoritairement rejetée par la rue. Néanmoins le chef de l'Etat-major de l'armée algérienne a appelé à la responsabilité de chacun pour trouver des solutions. « Un seul héros le peuple » tel est la devise des Algériens.

Il y a de nombreuses personnes qui pensent que le changement ne peut pas se faire tout seul et qu'il faut mettre en forme un programme. D'autres ont peur qu'il arrive ce qui s'est passée en Irak, une guerre civile.

Safia E. et Kenza M.

Un Président juste pour la Slovaquie ?

Le soir du 19 mars 2019, les résultats du premier tour des élections présidentielles de Slovaquie ont été annoncés. Seule 48,74% de la population a voté. La première position est occupée par Zuzana Caputova avec 40,57% des voix. Son principal rival, Maros Sefcovic, se trouve en deuxième position avec 18,66%. Ensuite se placent, dans l'ordre, Stefan Harabin, Marian Kotleba puis Bela Bugan.

Zuzana Caputova est en bonne voie pour être élue et s'efforcer d ses objectifs : réduire à néant la corruption du pouvoir, créer un gouvernement altruiste et non égoïste, rendre légal l'avortement et permettre l'adoption aux couples homosexuels et enfin instaurer une égalité entre tout le monde. Tous ces objectifs ne sont pas anodins, en effet, la Slovaquie est un pays catholique et très conservateur. Mme Caputova signifie le changement, un renouveau pour son pays alors que Maros Sefcovic est plus traditionnel. Il veut renforcer les avantages sociaux des personnes âgées et soutenir les jeunes familles.

Un an plus tôt, un journaliste du nom de Jan Kuciak et sa compagne ont été assassinés parce que celui-ci allait publier un article parlant de liens présumés entre les hommes politiques et la mafia italienne. De nombreuses manifestations ont eu lieux et Zuzana Caputova y participait, ce qui avait créé une profonde crise politique. L'Etat, voulant montrer son efficacité, avait arrêté les coupables en espérant ainsi faire gagner des voix à Maros Sefcovic. Or l'élection probable de Zuzana Caputova annonce de nouveaux ennuis politiques.

Julien M. et Olivier N.

Repères

Zazuna Caputova : candidate, du parti progressiste, favorite des élections, novatrice et très droite

Maros Sefcovic : principal rival de Mme Caputova, vice-président de la Commission européenne, soutenu par le pouvoir actuel



Baghouz : la dernière poche du groupe État islamique

La Syrie en guerre depuis 2011

La Guerre civile syrienne est une révolte qui oppose les partisans du président Bachar el-Assad et différents groupes rebelles. La guerre a débuté en mars 2011, en plein printemps arabe, à cause de manifestations de certains Syriens contre leur président Bachar el-Assad. L'Etat islamique aussi appelé Daech entre en conflit aussi bien contre l'armée de Bachar el-Assad que contre les rebelles, il commet des attentats ainsi que des décapitations (souvent filmées). Les rebelles sont soutenus par la Turquie, le Qatar, l'Arabie Saoudite, les États-Unis, la France, ou le Royaume-Uni. L'armée de Bachar el-Assad et Daech, sont responsables de milliers de morts, de massacres, de viols et de tortures.



Bataille de Baghouz, 4 mars 2019 - Voice of America (domaine public)

Chronologie du conflit

De 2011 à 2013	Montée en puissance de la rébellion + affaiblissement du régime : <ul style="list-style-type: none">- Le régime de Bachar El Assad perd le contrôle d'une grande partie du territoire syrien.- L'armée syrienne libre (A.S.L) crée un système de gouvernance parallèle.
2013	Confessionnalisation du conflit <ul style="list-style-type: none">- Soutien de l'Iran, et du Hezbollah libanais (chiïtes) au régime et accentuation de l'opposition des acteurs sunnites.- Renforcement des groupes djihadistes (front Al-Nosra, E.I)
Début 2014 à septembre 2015	Territorialisation de l'E.I, sanctuarisation de la rébellion <ul style="list-style-type: none">- L'E.I s'empare de la province de Raqqa et de celle de Deir Ez-Zor- Les brigades de l'armée A.S.L. s'unifient
De septembre 2015 à début 2017	Intervention russe, reprise en main par le régime : Bachar El Assad de l'ouest de la Syrie <ul style="list-style-type: none">- La Russie bombarde massivement les structures civiles et militaires de la rébellion.- Le régime d'Assad parvient à conquérir Alep.
Avril à juin 2017	Intervention des Etats-Unis <ul style="list-style-type: none">- Utilisation d'armes chimiques par le régime syrien et bombardement par les Etats-Unis d'une structure militaire en réponse.- La coalition internationale, chapeautée par les Etats-Unis, abat un avion du régime syrien.

Plus localement : Baghouz

Les forces antidjihadistes luttent contre la dernière poche de l'Etat islamique (EI) présent à Baghouz, en Syrie. L'assaut décisif des forces anti-EI est lancé en septembre. Ces dernières ont conquis dimanche dernier plusieurs positions de l'E.I, affirme Mustafa BALI qui est l'homme à la tête des F.D.S (Forces démocratiques syriennes).

Les Etats-Unis sont à l'origine des raids aériens de la coalition internationale anti-E.I. Les F.D.S, quant à eux, tentent aussi de déloger les djihadistes et déclarent que leurs forces ont progressé. Finalement les forces syriennes sont parvenues à encercler Daesh. L'offensive a toutefois été maintes fois suspendue en raison d'une évacuation de dizaines de milliers de civils de l'ultime poche djihadiste.

Kino Gabriël le porte-parole des FDS, affirme qu'on ne peut pas connaître la fin de cette guerre. Néanmoins seulement 5 000 personnes se trouvent dans l'ultime réduit djihadiste et 64 000 personnes sont sorties depuis janvier de l'enclave de l'EI.

Après trois ans de guerre et un bilan qui avoisine les 150 000 morts, la Syrie est plus déchirée que jamais. Un conflit devenu à la fois guerre civile, guerre froide et guerre sainte.

Coralie T., Nelia E. et Amelys R

Reviendront-ils en France ?

Deux avocats attaquent l'Etat français pour rapatrier les enfants de djihadistes français encore retenus dans les camps en Syrie

Le 15 Mars 2019, cinq enfants de djihadistes ont été rapatriés en France par avion de l'Armée de l'Air française. Quatre de ces enfants se trouvent en bonne santé et le cinquième est blessé. Les enfants ont été remis aux autorités françaises et sont pour l'instant hospitalisés, ils souffrent de chocs post-traumatiques. Les grands-parents des trois frères espèrent récupérer leur garde. Ils se disent « heureux de les savoir entre de bonnes mains et sont pressés de les serrer dans leurs bras. »

L'avocate Marie Dosé qui défend les familles des djihadistes et Henri Leclerc Président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme portent plainte contre l'Etat français pour avoir laissé des enfants exposés à la faim, la soif et aux maladies telle que la tuberculose. D'après eux « en refusant de rapatrier tous ses enfants », la France viole « la Convention internationale contre la torture dont elle est signataire ».

A travers cette plainte, les avocats condamnent une nouvelle fois la règle du "cas par cas", une démarche recommandée par le Président Emmanuel Macron, estimant qu'elle montre " une discrimination qui laisserait mourir des enfants français sous prétexte que leur mère ne serait



Jeunes garçons à Baghouz Source : Mstyslav Chernov-licence : CC

pas décédée". Le gouvernement français dit qu'il peut ramener les enfants mais pas les parents car les combattants et djihadistes ayant suivi Daech doivent être jugés sur le territoire où ils ont commis leurs crimes. « C'est une question de justice et de sécurité »

Réactions des français

Un tiers des Français sont défavorables au retour des enfants djihadistes, 89% sont inquiets de leur retour et 67% pensent qu'ils peuvent laisser la Syrie et l'Irak prendre en charge ces enfants. Les Français ont peur que les enfants soient traumatisés et qu'ils reproduisent les actes de leurs parents en France. C'est pour cela qu'ils pensent réduire les risques en ne les rapatriant pas.

Elsa B. et Charlène H.



Journal éphémère des Seconde 2 du lycée Lambert

Rédactrices en chef : Mme Koeberlé, Settelen-Bühl et Tridon

Tiré à 45 exemplaires

Lycée Lambert
73 rue Josué Heilmann
68100 Mulhouse
Tél : 03.89.33.16.55
Fax : 03.89.33.16.50